



Nevers le 27 mars 2023

Monsieur le Président,

Après la crise du COVID dont nous supportons encore les conséquences; le déclenchement de la guerre en UKRAINE et une inflation galopante dont nous subissons les méfaits au quotidien, notre gouvernement par la mise en œuvre de la énième réforme des retraites a prouvé une fois de plus sa déconnexion et sa méconnaissance du vécu quotidien de millions de français.

Malgré une mobilisation sans précédent de l'ensemble des organisations syndicales et d'une grande partie de la classe politique ainsi que des corps intermédiaires, notre gouvernement est resté sourd aux revendications issues du terrain et de toutes les catégories de citoyen.

Depuis de nombreux mois, nous assistons au travers des média complaisants et serviles à un matraquage organisé pour nous vanter les bienfaits de cette réforme ou toutes les approximations et fausses promesses ont été énoncées. Toute honte bue certains ministres n'ont pas hésité en fonction des interlocuteurs à se contredire et à énoncer des critères et chiffres relevant d' approximations ou de mensonges délibérés.

Ses derniers jours, nous avons assisté à un simulacre de démocratie où tous les artifices de la constitution ont été mis en œuvre pour empêcher un débat digne de ce nom ou toute la représentation nationale aurait du pouvoir s' exprimer.

Serait ce devenu une habitude de la part de notre classe dirigeante de refuser le débat et la discussion ?

Est elle à ce point convaincue de sa supériorité pour affirmer détenir la science infuse ? Et ne pas entendre la colère qui gronde et qui monte de jour en jour !!

Notre démocratie est t' elle malade à ce point pour ignorer les millions de gens qui de semaines en semaines ont arpenté les centres-villes avec leurs slogans hostiles et leurs légitimes revendications ?

Que dire de notre ministre qui se permet de faire des bras d' honneur à la représentation nationale ? Que dire du quotidien des agents de notre administration soumis en permanence aux attermolements de la hiérarchie, aux pressions diverses, au manque de moyens et de la pression de la politique du chiffre ?

Notre administration répercute sur le terrain les égarements des politiques menées par nos gouvernants davantage soucieux de leur petit pré-carré et de leur ambition personnelle que de l' intérêt du citoyen.

C'est pourquoi nous appelons à amplifier la mobilisation et la lutte pour obtenir le retrait définitif de ce texte profondément injuste.

C'est en ce sens que la CGT PJJ Grand Centre boycottera l'ensemble des instances à venir pour manifester son mécontentement et ainsi revendiquer les points suivants :

- Le retrait du projet Macron/Borne reportant l'âge de départ de la retraite à 64 ans
- Le retour à la retraite à 60 ans et à taux plein
- L'indexation des pensions sur l'évolution des prix et des salaires
- Le maintien de tous les régimes de retraite avec amélioration des dispositions actuelles
- 
- L'augmentation des traitements et l'intégration des primes dans le calcul de la retraite
- Une politique volontariste d'égalité salariale femmes-hommes améliorant la retraite des femmes et abondant les ressources des régimes
- Une réelle volonté de la part de notre administration d' instaurer un climat apaisé et constructif dans les relations et échanges envers les représentations syndicales afin d' éviter les tracasseries administratives qui nuisent à un dialogue constructif

Pour la CGT PJJ GRAND CENTRE

Mickael GAGET  
Secrétaire Inter régional CGT PJJ GRAND CENTRE